

Document muni d'une signature électronique qualifiée

Le présent document est établi électroniquement et est muni d'une signature électronique qualifiée par le gestionnaire du registre de commerce et des sociétés de manière à garantir l'authenticité de l'origine et l'intégrité des informations contenues sur ce document par rapport aux informations inscrites ou par rapport aux documents déposés au registre de commerce et des sociétés.

Numéro RCS : B137073

Référence de publication : RESA_2017_139.602

Publié au RESA N° RESA_2017_139 le 09/06/2017

Déposé le 09/06/2017

MIKRO KAPITAL

Société à responsabilité limitée

Siège social : L-2546 Luxembourg – 10, rue C.M. Spoo

RCSL : B137073

**NUMÉRO 260 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE –
REFONTE DES STATUTS DU 16 MAI 2017**

L'an deux mille dix-sept, le seize mai.

Par-devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des porteurs de parts de la société **Mikro Kapital S.à r. l.**, établie et ayant son siège social au 10, rue C.M. Spoo, L-2546 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 137073, constituée en date du 31 janvier 2008, suivant acte reçu par Maître Anja HOLTZ, notaire alors de résidence à Wiltz, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 885 du 10 avril 2008. Les statuts ont été modifiés par assemblée générale extraordinaire du 28 juillet 2011, suivant acte du notaire Anja HOLTZ, alors de résidence à Wiltz, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 2523 du 19 octobre 2011, par assemblée générale extraordinaire du 9 mars 2012, suivant acte du notaire Anja HOLTZ, alors de résidence à Wiltz, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1078 du 27 avril 2012, et par assemblée générale extraordinaire du 31 janvier 2014, suivant acte du notaire Anja HOLTZ, de résidence à Esch-sur-Alzette, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1085 du 29 avril 2014.

L'assemblée a été convoquée par courriers de convocation adressés par lettres recommandées aux associés de la Société en date du 3 mai 2017.

Ont Comparus :

- GENERAL INVEST S.P.A., une société de droit Italien avec siège sociale au 1, Rue Largo Arturo Toscanini, 20122 MILAN et enregistrée au Répertoire Economique Administratif de Milan sous le numéro 09572150960; et Giorgio PAROLA, né le 16 mai 1981 et résidant professionnellement au 10, rue C.M. Spoo, L-2546 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, (ensemble les « **Associés** ») ici dûment représentés par Me Nicolas GROSJEAN, avocat, avec adresse professionnelle au 252, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, en vertu de procurations sous seing privé.

Les procurations susmentionnées, paraphées «ne varietur» par le mandataire des Associés et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être déposées en même temps auprès des autorités d'enregistrement.

Les Associés ont déclaré et a demandé au notaire d'acter comme suit:

I.- 21455 (vingt-et-un mille quatre cent quarante-cinq) parts sociales, représentant 99,98 % du capital social de la Société, sont représentées afin que l'assemblée puisse statuer valablement sur tous les points de l'ordre du jour.

II.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

ORDRE DU JOUR:

1. Refonte intégrale des statuts de la société

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée décide à l'unanimité de procéder à la refonte intégrale des statuts, dans les termes suivants:

« Dénomination - Siège - Objet - Durée - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les personnes ci-avant et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «MIKRO KAPITAL» SARL (la « **Société** »)

Art. 2. Le siège social est établi sur le territoire de la commune de Luxembourg.

Le siège social de la Société pourra être transféré dans la même commune ou dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés prise dans les conditions requises par la Loi ou par une décision du conseil de gérance ou du gérant unique,

dans quel cas celui-ci a le pouvoir de modifier les Statuts.

Au cas où le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège ou entre ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La Société a pour objet la gestion d'organismes de titrisation au sens de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation.

En outre, la Société a pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou tout autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts. La Société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garantie ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

La Société pourra également procéder à la réalisation de toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la Société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet ou de son but.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à dix millions sept cent vingt-cinq

mille euros (10.725.000,-EUR) représenté par vingt et un mille quatre cent cinquante (21.450) parts d'une valeur nominale de cinq cents euros (500,00-EUR) chacune.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins la moitié du capital social.

En cas de transmission pour cause de mort, ainsi que pour l'évaluation des parts en cas de cessions, l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la « **Loi** »), est applicable.

En cas de cession des parts, les autres associés ont un droit de préemption.

La Société pourra procéder au rachat de ses propres parts sociales sous réserves des conditions prévues par la Loi.

Le conseil de gérance ou le gérant unique est autorisé à annuler les parts sociales rachetées par la Société et de procéder à la diminution du capital social y afférente.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 8. Les héritiers et représentants ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni ne s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 9. La Société est gérée par un gérant unique soit par plusieurs gérants qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés prise à la majorité simple des votants, lequel/laquelle fixera la durée de

leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement associé(s).

Les gérants sont révocables « ad nutum ».

Le conseil de gérance est composé d'au moins un (1) gérant A et d'au moins un (1) gérant B. Le conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par sa seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du conseil de gérance.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant unique ou, si la Société a plusieurs gérants, du conseil de gérance, qui aura tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, le(s)quel(s) ne sera/seront pas obligatoirement associé(s) ou gérant(s) de la Société, par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance de la Société. Le conseil de gérance ou le gérant unique, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/leurs mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leurs mandat(s).

Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix exprimées, sachant qu'au moins un gérant de type A et un gérant de type B ont adopté ces décisions. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

Tout gérant est réputé assister à une réunion du conseil de gérance s'il intervient par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication jugé approprié et permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment. La participation à une réunion du conseil de gérance par de tels moyens sera réputée équivalente à une participation en personne.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises en conseil de gérance.

Dans ce cas, les résolutions ou décisions sont expressément prises, soit formulées par écrit dans un document unique, transmis par voie circulaire, par courrier ordinaire, par courrier électronique, par télécopie ou par téléphone, téléconférence ou tout autre moyen de télécommunication approprié.

Une résolution écrite peut être constatée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Art. 10. Les décisions des associés sont prises comme suit: en présence d'une pluralité d'associés, la tenue d'assemblées générales d'associés n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à 60 (soixante). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision devant être prise, transmis par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex ou tout autre moyen de télécommunication approprié. Chaque associé vote par écrit.

Si le nombre des associés excède 60 (soixante), les décisions des associés sont obligatoirement prises en assemblée générale des associés.

Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Le conseil de gérance ou le gérant unique peut suspendre les droits de vote de tout associé en violation de ses obligations telles que décrites dans les statuts ou

tout accord contractuel conclu par cet associé.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social au moins (y inclus pour un changement de nationalité de la Société).

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année au dernier jour de décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Les produits de la Société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve légale a atteint le dixième du capital, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve légale avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut notamment décider, à la majorité des voix telle que définie par la loi, de distribuer au titre de dividendes le solde du bénéfice net entre les associés proportionnellement à leurs parts sociales.

Sans préjudice des dispositions précédentes, et sauf dispositions légales contraires, les associés peuvent décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base des états des comptes préparés par le conseil de gérance démontrant qu'il y a suffisamment de fonds disponibles pour être distribués, étant entendu que le montant pouvant être distribué ne peut pas excéder les profits réalisés depuis la fin

de la dernière année sociale augmentés des reports bénéficiaires et des réserves distribuables mais diminués des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale. Le montant restant du profit peut être distribué aux associés sur décision de l'assemblée générale.

Sauf dispositions légales contraires, le conseil de gérance est autorisé à procéder à la distribution d'un acompte sur dividende conformément aux conditions et dans le cadre des limites posées par la loi.

Art. 15. En cas de dissolution de la Société, chaque associé prélèvera avant tout partage le montant nominal de sa part dans le capital; le surplus sera partagé au prorata des mises des associés. Si l'actif net ne permet pas le remboursement du capital social, le partage se fera proportionnellement aux mises initiales.

Art. 16. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 17. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

COÛTS

Le montant approximatif des coûts, frais, salaires ou charges, sous quelque forme que ce soit, encourus ou facturés à la société à la suite de ces résolutions est approximativement évalué à 1000,00 €.

DECLARATION

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue française, suivi d'une traduction en anglais. Sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte français fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

ENGLISH VERSION OF THE PRECEDING TEXT

In the year two thousand and seventeen, on the sixteenth day of May.

Before Us Maître **Anja HOLTZ**, notary residing at Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the corporate units holders of **MIKRO KAPITAL S.à r.l.**, a *société à responsabilité limitée* a *société à responsabilité limitée* established and having its registered office in 10, rue C.M. Spoo, L-2546 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B, under number 137073, incorporated on 31 January 2008, pursuant to a deed of Maître Anja HOLTZ, notary then residing in Wiltz, published in the *Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations* number 885 of April 10, 2008. The articles of association have been amended by extraordinary general meeting of 28 July 2011, by a deed of the notary Anja HOLTZ, then residing in Wiltz, published in the *Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations*, number 2523 of 19 October 2011, by extraordinary general meeting of 9 March 2012, by a deed of the notary Anja HOLTZ, then residing in Wiltz, published in the *Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations*, number 1078 of 27 April 2012, and by extraordinary general meeting of 31 January 2014, by a deed of the notary Anja HOLTZ, residing in Esch-sur-Alzette, published in the *Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations* number 1085 of April 29, 2014.

The meeting has been convened through convening notices sent by registered letters to the corporate units holders of the company on May 3, 2017.

There appeared:

- GENERAL INVEST S.P.A., a company incorporated under Italian law with registered office at 1, Rue Largo Arturo Toscanini, 20122 MILAN and registered in the Milan Economic Administrative Register under number 09572150960; and

- Giorgio PAROLA, born on May 16, 1981 and residing professionally at 10, rue C.M. Spoo, L-2546 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

(Together the «**Corporate Units Holders**») duly represented by Me Nicolas GROSJEAN, lawyer, with professional address at 252, avenue Gaston Diderich, L-

1420 Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal.

The said proxies, initialed ne varietur by the proxy holder of the Corporate Units Holders and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Corporate Units Holders declared and requested the notary to act that:

I.- 21445 (twenty-one thousand four hundred and forty-five) corporate units, representing 99.98% of the corporate units of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

II.- The agenda of the meeting is the following:

AGENDA

1. Restatement of the articles of association of the Company in their entirety

FIRST RESOLUTION

The Corporate Units Holders unanimously resolved to proceed to a full restatement of the articles of association, by giving them the following wording:

Name – Registered Address – Purpose – Duration – Corporate Units

Art. 1. A private limited liability company is set up hereby between the persons below and all those that will later become holders of the corporate units issued below, under the name of «MIKRO KAPITAL» SARL (the « **Company** »)

Art. 2. The registered address is set in the territory of the city of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred to the same city or to any other city in the Grand Duchy of Luxembourg by a simple motion of an extraordinary general meeting of corporate units holders passed in accordance with the conditions required by the Law or by a decision of the board of managers or of the sole manager, in which case the latter has the power to amend the by-laws.

Should the board of directors consider that extraordinary political, economic or social events likely to impair the normal business at the registered office or the easy communication of the registered office or between the registered office and foreign offices will occur or will be imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until the complete end of such abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer of the registered office, shall remain a

Luxembourg company.

Art. 3. The purpose of the Company is to manage securitization bodies according to the meaning of the amended law dated 22 March 2004 relating to securitization.

In addition, the Company's purpose is the acquisition of interests in any form in other Luxembourg or foreign companies, and any other form of investment, acquisition by purchase, subscription or otherwise, as well as the disposal by means of sale, exchange or otherwise of all securities and of any cash, the administration, supervision and development of such interests. The Company may take part in the establishment and development of any industrial or commercial business and may lend its assistance to such businesses by means of loans, guarantees or otherwise. It may lend or borrow with or without interest, issue bonds and other debt acknowledgements.

The Company may also carry out any securities, real estate, financial or industrial, commercial or civil transactions, directly or indirectly related to its corporate purpose.

It may carry out its purpose directly or indirectly in its own name or on behalf of a third party, alone or in association, by carrying out any transaction likely to further the said purpose or that of the companies in which it has interests.

In general, the Company may take any control or supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment of its object or purpose.

Art. 4. The Company is set up for an unlimited period.

Art. 5. The corporate units of the Company is set to ten million seven hundred and twenty-five thousand Euro (EUR 10,725,000 .-) represented by twenty-one thousand four hundred and fifty (21,450) corporate units with a par value of five hundred Euro (500.00-EUR) each.

Art. 6. The corporate units are freely transferable among the corporate units holders.

The corporate units may be transferred inter vivos to non-corporate units holders only with the authorization given in the general meeting of corporate units

holders representing at least half of the corporate units of the Company.

In the event of transfer by reason of death, as well as for the valuation of the corporate units in the event of transfers, article 189 of the Act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “**Law**”), is applicable.

In the event of a corporate unit transfer, the other corporate units holders have a right of first refusal.

The Company may redeem its own corporate units subject to the conditions set forth in the Law.

The board of managers or the sole manager is authorized to cancel the corporate units repurchased by the Company and to proceed with the reduction of the corporate units of the Company relating thereto.

The corporate units are indivisible to the Company, which recognizes only one holder for each of them.

Art. 7. The death, prohibition, bankruptcy or insolvency of one of the corporate units holders do not end the Company.

Art. 8. The heirs and representatives or assigns and creditors of a corporate unit holder may not, under any circumstances, require the affixing of seals to the Company's property or documents or interfere in any way in its administration acts.

They should, to exercise their rights, refer to the corporate inventories and the decisions of the general meetings.

Art. 9. The Company is managed by a single manager or by several managers appointed by a motion of the sole corporate unit holder or the general meeting of corporate units holders passed by a simple majority of the voting members, who will determine the term of their office. If several managers are appointed, they shall set up a board of managers. The manager (s) need not be corporate unit(s) holder(s).

The managers are revocable "ad nutum".

The board of managers is made up of at least one (1) A manager and at least one (1) B manager. The board of managers may elect from among its members a managing manager who shall have the power to commit the Company by his signature alone, provided that he acts within the scope of the powers of the board of managers.

All powers not expressly reserved to the general meeting of corporate units holders by the Law or these by-laws shall be vested in the sole manager or, if the Company has several managers, the board of managers, which shall have all the powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate purpose of the Company.

Special and limited powers for specific tasks may be delegated to one or more agents, who shall not necessarily be corporate units holders or managers of the Company, by the manager or in the event of several managers, by the board of managers of the Company. The board of managers or the sole manager determines the responsibilities and compensation (if any) of such agent (s), the term of his / their office (s) and any other conditions of his / their office (s).

The board of managers shall meet as often as the interests of the Company requires or as called by one of the managers in the place specified in the notice of meeting.

All managers shall be given written notice of any meeting of the board of managers at least 24 (twenty - four) hours prior to the date of the meeting, except in an emergency, in which case the nature (and reasons) of the emergency shall be mentioned briefly in the notification of the meeting of the board of managers.

The meeting may be validly held without prior notice if all the members of the board of managers of the Company are in attendance or represented at the meeting and declare that they have been duly informed of the meeting and of its agenda. The notice may also be waived with the consent of each member of the board of managers of the Company given in writing either in original or by telegram, telex, telefax or by electronic mail.

Any manager may be represented at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

The board of managers may deliberate and act validly only if the majority of its members are in attendance or represented. The decisions of the board of managers are validly made by a majority of the votes cast, knowing that at least one type A manager and one type B manager have passed these decisions. The minutes of the meetings of the board of managers shall be signed by all the managers in attendance or represented at the meeting.

Any manager is deemed to attend a meeting of the board of managers if he

attends by telephone, videoconference or any other means of communication deemed appropriate and allowing all persons in attendance at such a meeting to communicate at the same time. Participation in a meeting of the board of managers by such means shall be deemed equivalent to attendance in person.

Written resolutions approved and signed by all the managers shall have the same effect as the motions passed by the board of managers.

In such cases, motions or decisions shall be formally passed either in writing in a single document, sent in a circular letter, by ordinary mail, by electronic mail, by telefax or by telephone, teleconference or any other appropriate means of telecommunication.

A written motion can be acknowledged in a single document or in several documents with the same content.

Art. 10. The decisions of the corporate units holders are made as follows: if there are several corporate units holders, the holding of general meetings of corporate units holders is not mandatory, as long as the number of corporate units holders is less than 60 (sixty). In that case, each corporate unit holder will receive the complete text of each motion or decision to be taken, in writing or by facsimile, cable, telegram, telex or other appropriate means of telecommunication. Each corporate unit holder votes in writing. If the number of corporate units holders exceeds 60 (sixty), the decisions of the corporate units holders shall be taken at a general meeting of corporate units holders.

Each corporate unit holder may take part in collective decisions irrespective of the number of corporate units held by him; Each corporate unit holder has a number of votes equal to the number of corporate units he owns. Each corporate unit holder may be validly represented at the meetings by a special proxy holder.

The board of managers or the sole manager may suspend the voting rights of any corporate unit holder in breach of his duties as described in the by-laws or any contractual agreement entered into by that corporate unit holder.

Art. 11. Collective decisions are only validly taken if they are passed by corporate units holders representing more than half of the corporate units of the Company.

Collective decisions for the purpose of amending the bylaws shall gather the

votes of corporate units holders representing three quarters of the corporate units of the Company at least (including for a change in the nationality of the Company).

Art. 12. The manager (s) do not, by reason of their position, incur any personal obligation in respect of the commitments regularly made by them on behalf of the Company; They are responsible only for the performance of their duties.

Art. 13. The fiscal year begins on the January 1 and ends on the last day of December of each year.

Art. 14. Each year on the last day of December, an inventory shall be made of the assets and liabilities of the Company, together with a balance sheet and a profit and loss account.

The Company's proceeds, net of overheads, expenses, amortization and provisions, shall constitute the net profit.

From this net profit, five per cent (5%) shall be deducted for the establishment of a legal reserve; This deduction shall no longer be required as soon as the legal reserve reaches one-tenth of the capital, but should be resumed until full restoration if at any time and for whatever reason the legal reserve had been used.

The balance is at the disposal of the general meeting of corporate units holders. The general meeting of corporate units holders may in particular decide at a majority vote as defined by law to distribute as dividends the balance of the net profits among the corporate units holders in proportion to their corporate units.

Without prejudice to the foregoing provisions, the corporate units holders may decide to distribute interim dividends on the basis of the statements of accounts prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount that may be distributed cannot exceed the profits made since the end of the last fiscal year plus the profits carried forward and the distributable reserves but less deferred losses as well as the amounts to be entered as reserves under a legal obligation. The remaining amount of the profit may be distributed to the corporate units holders by a decision of the general meeting.

Unless otherwise required by law, the board of managers is allowed to distribute an interim dividend in accordance with the conditions and within the limits set by the law.

Art. 15. In the event of the winding up of the Company, each corporate unit holder shall first withdraw, before any sharing, the nominal amount of his corporate unit in the corporate units of the Company; The surplus shall be shared in proportion to the corporate units holders' contributions. If the net assets do not allow the reimbursement of the corporate units of the Company, the sharing shall be made in proportion to the initial contributions.

Art. 16. In the event of the winding up of the Company, the liquidation shall be carried out by one or more receivers, whether corporate units holders or not, appointed by the general meeting of corporate units holders at the majority set by article 142 of the Act dated 10 August 1915 and its amending laws.

The receiver (s) shall have the most extensive powers to realize the assets and pay off the liabilities.

Art. 17. For any points not formally covered by these by-laws the parties refer to the legal provisions.

COSTS

The approximate amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of these resolutions, is approximately evaluated at 1000,00 €.

STATEMENT

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in French followed by an English translation. On the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the French version will be prevailing.

WHEREOF this notarial deed was drawn up in Luxembourg, in the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing party, the proxy-holder signed together with the notary, this original deed.

(Signé) : N. Grosjean, Anja Holtz.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 26 mai 2017 – EAC/2017/12776.

Reçu soixante-quinze euros = 75 €. – Le Receveur f.f. (signé) : M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Délivrée aux parties pour servir à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 9 juin 2017.